

Entretien avec la revue *Ekintza Zuzena* (mars 2011)

J'aimerais que vous commenciez par faire un peu d'histoire à propos de votre activité, les questions sur lesquelles vous avez travaillé et les répercussions que tout cela a pu avoir sur l'opinion publique. Je suppose que parler de PMO c'est inévitablement aborder l'histoire récente de Grenoble...

Sans doute, ou alors nous serions aussi dispensables que toutes les filiales locales d'organisations ou de courants nationaux qui se donnent pour mission d'importer à Grenoble, des principes, des mots d'ordre, des idées, élaborées « en haut », ailleurs ; à partir de théories et de raisonnements pré-existants, prêts à diffuser. Bien entendu nous ne venons pas de rien ; nous profitons des analyses de Jacques Ellul et de nombres de critiques de la société industrielle depuis ses origines. Ces analyses nous aident à « cibler » nos enquêtes ; nous avons une idée de ce que nous cherchons, d'où et comment le trouver ; mais l'essentiel de nos trouvailles vient de notre expérience de Grenoblois, d'habitants de la technopole – alias « laboratoire grenoblois »- ; de notre pratique réfractaire concrète depuis des décennies. Au moins depuis l'expérience du Comité Malville et de l'opposition à la construction du surgénérateur Superphénix (1975-1978). Sans être des Candide ou des universitaires astreints à la fameuse « neutralité axiologique », nous avons à cœur de partir des faits, ici et maintenant, de l'enquête & de l'analyse concrète de notre situation concrète, pour nous élever de palier en palier vers des bouts de leçon et de théorie (*id est* de « vision ordonnée du monde »). Bref de ne verser ni dans l'empirisme naïf, ni dans le dogmatisme radoteur et abstrait. Pour revenir à Grenoble, voici dix ans, nous nous sommes étonnés, en tant que simples citoyens, en tant que simples piétons de notre cité si vous voulez, de l'existence en pleine ville d'un laboratoire militaire NBIC. Puisse toute chose habituelle nous étonner, dit l'autre. Cet étonnement diffusé par voie de tract a rencontré une certaine attention : nous avons mis le doigt dans l'engrenage. D'étonnements en étonnements, nous avons été amenés au démontage de tout le « laboratoire grenoblois », tel que le nomment les économistes et ses thuriféraires. Biotechnologies avec le centre « d'essaimage » Biopolis, technologies « duales » avec le Commissariat à l'Energie Atomique, nanotechnologies avec le centre Minatec, etc. , car pour relater ces dix années qui viennent de s'écouler, il nous faudrait réécrire les cinq livres que nous avons publiés aux éditions L'Echappée et y ajouter les chapitres manquants. La campagne par exemple contre la candidature de Grenoble aux Jeux Olympiques de 2018 menée avec le C.A.O (Comité Anti-Olympique), et qui a sans doute été décisive dans l'échec de cette candidature, pourtant soutenue à grands frais. Suffise de dire que sans toucher directement « le grand public », nous rencontrons maintenant, localement et nationalement, une attention certaine en milieux militants, médiatiques et scientifiques.

L'hiver 2010, avec les fameuses commissions nationales de débat public, la question de la nanotechnologie est venue occuper, bien que brièvement, une place sur la scène publique. Pourriez-vous nous expliquer comment tout ceci s'est déroulé ?

La commission nationale du débat public est le versant étatique des manœuvres d'acceptabilité. Du point de vue économique-scientifique, avec une officine comme l'Ideas Lab de Minatec, cette question de l'acceptabilité est remontée, de la publicité et du marketing à la conception même des objets et services proposés à la consommation, dans les rayons de la FNAC ou de chez Darty. Du point de vue politico-citoyen, les tenants de la « démocratie technique », l'association Vivagora – riche en « partenaires », en subventions et commandes, les innombrables « forums citoyens », « participatifs », « conférences citoyennes », « de consensus », notamment portés par Jacques Testard, pionnier de la Fécondation In Vitro, dirigeant de la fondation « Sciences citoyennes », et

chroniqueur au mensuel *La Décroissance*, remplissent le même rôle. Il s'agit toujours de prévenir l'opposition en expliquant 1) que l'innovation aussi fâcheuse soit-elle est inéluctable (« On n'arrête pas le progrès ») 2) que le fait accompli, on peut cependant *s'exprimer dessus*, ou discuter de ses modalités. Sans garantie aucune d'ailleurs que les objections des discuteurs soient suivies d'effets. Les sociologues ont résumé cela d'une formule : « Faire participer pour faire accepter ». D'où l'on déduira sans peine que participer, c'est accepter. Il existe de multiples commissions régionales ou nationales du débat public, à propos d'autoroutes, d'incinérateurs, de centrales nucléaires, car depuis vingt ou trente ans, il n'est plus de projet techno-industriel qui ne suscite le rejet plus ou moins actif d'une part variable de la population. Cette commission nationale du débat public sur les nanotechnologies avait pour caractéristiques de proposer un débat limité aux effets toxiques, sanitaires et environnementaux des nanoparticules, afin d'éviter toute contestation du Nanomonde *per se* ; d'intervenir quatre ans après l'inauguration de Minatec, huit ou dix ans après que nos technarques aient décidé de lancer la France dans cette énième révolution industrielle, sept ans après que nous ayons nous-mêmes publié notre premier texte sur le sujet (« *Nanotechnologies ; maxiservitude* »). Nous avons refusé publiquement l'invitation officielle qui nous était faite de participer et de siéger dans cette commission. Nous n'avions aucune force face aux deux agences de communication et au budget de plus de deux millions d'euros de la commission nationale, rien que notre parole et la constance de notre position. Cela suffit pour rallier nos amis opposés au nucléaire, aux chimères génétiques, à la vidéosurveillance – et on en passe beaucoup –, libertaires, écolos, anticapitalistes, et pour transformer les dix-sept réunions publiques de la CNDP en fiasco remarqué de la presse et du public ; au point que les organisateurs ont vite préféré annuler leurs propres séances plutôt que de se voir submergés de slogans, de chahuts, de banderoles, de jets de boulettes, d'occupations de tribune, etc. À Grenoble même, près de deux cents opposants ont contraint le président de la CNDP à se retirer et à annuler la réunion au bout de cinq mots de discours exactement : « Bonjour, je suis Jean Bergougroux ». Tout ce feuillet est chroniqué sur le site www.nanomonde.org. Nous n'avons eu, hélas, ni le loisir ni la force de produire un bilan de cette campagne. Nous ne détaillerons pas ici l'organisation pratique ni les multiples connivences qui ont transformé en campagne d'opposition une opération de promotion du Nanomonde. Pour s'en tenir aux principes, nous avons refusé de sacrifier la stratégie à la tactique, le lendemain au présent, les principes aux gains illusoire. Nous étions résignés à tenir une position intègre et solitaire, mais comme souvent ce simple « non » prononcé avec assez de force et de raisons dûment établies a servi de pôle de ralliement à beaucoup qui, de par leurs idées et leurs pratiques, s'opposent à l'incarcération de l'homme-machine dans le monde-machine.

Au cours des dix dernières années, la critique de la société technologique ou industrielle occupe de plus en plus d'espace dans les milieux radicaux des deux côtés des Pyrénées, que pensez-vous de cela ?

Qu'il n'y a plus de Pyrénées ?... Il paraît qu'on remarque tous les barbus lorsque l'on porte soi-même la barbe. Etes-vous sûr de votre assertion ? Comment la vérifier ? Mais soit, si *l'ensemble* de la société développe au fil des décennies une colère de moins en moins rentrée et de plus en plus consciente vis-à-vis de la tyrannie technologique, on ne voit pas pourquoi « les milieux radicaux » en seraient indemnes. Sauf bien sûr, leur incurable snobisme, leur incurable besoin de distinction, leur incurable dogmatisme (« Le problème ce n'est pas la société industrielle ou technologique, c'est – au choix-, l'Etat, le capitalisme, le Spectacle, etc.), leur incurable versatilité. Il y a des effets de mode au village radical comme à la ville. On a déjà connu dans les années soixante-dix et quatre-vingt-dix, au moment des luttes contre le nucléaire et les chimères génétiques des vagues de critique de la société industrielle dans les milieux radicaux. Puis la vague se retire, ne laissant sur le sable qu'une nouvelle couche de « néo-ruraux », et les « milieux radicaux » se précipitent dans la nouvelle cause en vogue, propre à servir leur vanité et leur besoin d'activisme. Bien sûr, nous souscrivons au poncif suivant lequel pour être vraie, la critique doit être radicale, c'est-à-dire aller à la racine, mais c'est ce que chacun prétend faire ; nous, y

compris ; et comme le radicalisme n'est pas plus une marque déposée que l'anarchisme, on voit se développer une rivalité mimétique en milieu soi-disant radical, fondée sur l'ergotage et la surenchère perpétuelle. Dans les vestiaires de foot, on dirait « ma critique est plus grosse que la tienne ». Au village radical on se contente de dire qu'elle va plus loin, plus profond, plus radicalement. Nous appelons « radicalistes » ce type de radicaux que nous tenons pour les compléments symétriques des citoyennistes. Nous les rencontrons peu dans notre activité, sauf en période d'agitation publique où ils « viennent voir » (inspecter) notre degré de radicalité, voire parasiter nos manifestations. Nous excluons évidemment de ces reproches les amis avec qui, depuis dix ans, nous avons mené des réflexions et des actions communes, même intermittentes, et que nous avons évoqués dans notre réponse précédente.

En Espagne, pour exemple, nous recevons beaucoup d'échos des courants décroissants en France. Comment vous situez-vous face à ce phénomène ?

Les tenants de « la décroissance » expliquent qu'il s'agit d'un « mot obus » - qu'ils s'empressent d'amortir de l'adjectif « soutenable », afin de ne pas effrayer le sociétaire de notre société, quel que soit le nom dont on l'affuble (homme quelconque, sans qualité, homme de la rue, français moyen, monsieur tout-le-monde, etc). Dans un premier temps, il nous a semblé que ce mot obus enfonçait une porte bien fermée et blindée, d'où le choc consécutif. Le diable étant dans les adjectifs, nous avons trouvé détestable l'adjonction du terme « soutenable » qui ouvrait la discussion à des ergotages sans fin sur la « soutenabilité » de telle ou telle industrie, consommation, production et ainsi de suite. Il n'a pas fallu cinq ans pour que ce mot de « décroissance » émoussé d'adjectifs variés ne filtre chez les Verts et les écologistes d'Etat, fût-ce sous forme de dénégation (c'est la technique du ballon-sonde et de l'acclimatation). De là, il percolera forcément dans les discours de la gauche « productiviste » (parti socialiste, front de gauche, NPA), et enfin, bien malin qui pourra distinguer le « développement durable » d'une « décroissance soutenable », ou « raisonnée », ou « sélective ».

D'autre part, le principal de ces « courants décroissants » autour du mensuel éponyme, se réclame clairement du citoyennisme le plus crasse. On a déjà vu qu'il offrait une tribune à la fondation Sciences Citoyennes. Par ailleurs il réduit l'engagement politique à l'électoratisme et taxe « d'apolitisme » tous les réfractaires à la démocratie représentative, flirtant et frottaillant avec Mélanchon (Parti de Gauche/ Front de gauche), pour se faire rouler *in fine* dans la farine. Ajoutons que « l'humanisme » de ses responsables, en réalité leur christianisme plus ou moins occulté, leur fait crever le plafond à la moindre allusion néo-malthusienne. Nous ne voulons castrer personne, et nous combattons toute tyrannie, mais s'il y a une chose acquise depuis « la révolution du néolithique », c'est qu'une sage organisation sociale et le partage des « biens communs » ne garantissent pas la communauté de la famine, de l'extinction des ressources, de la destruction du milieu et autres fléaux. Et moins encore une humanité de milliards de personnes, avides de se reproduire à deux ou trois exemplaires. Bien sûr, les démographes nous prédisent une stabilisation de la population mondiale d'ici trente ans, mais l'avenir n'est pas forcé de leur obéir, et les ravages psychiques et matériels de cette surpopulation, auront entre temps déployés leurs effets irréversibles ; notamment en ce qui concerne la destruction de « la biodiversité » et l'effondrement écologique.

En résumé « les décroissants » (ils récusent ce terme) occupent l'espace qu'occupaient les écolos à la fin des années soixante-dix, lorsque récupérant les luttes des militants de terrain, ils commençaient à se présenter aux élections municipales entre deux bals folks et deux buffets bio ; ils finiront probablement de la même façon (Les Verts, Europe Ecologie), arrivisme compris, au moins pour ce qui est des meneurs, laissant « la base » une fois de plus en désarroi et disponible pour un nouveau « revival ». Nous croisons ces militants de base dans notre activité, nous avons des rapports cordiaux et superficiels ; nous n'avons pas de rapports, et nous n'en cherchons pas, avec leur direction de fait.

Dans un entretien paru dans la revue Réfractations (printemps 2007) vous vous refusez à définir une société alternative. Pour le moment, vous préférez identifier ce qu'il y aurait à supprimer. Que pensez-vous des discours critiques qui insistent sur les alternatives ?

La même chose que Marx et Engels à propos des doctrinaires et faiseurs de systèmes idéaux, utopistes ou chrétiens, de leur époque. Le rôle de la critique sociale n'est pas de formuler à partir de ses désirs et de ses cogitations à huis clos des plans et des « projets de société », et d'y convertir le grand nombre, mais d'analyser l'état et le cours des choses, de publier ses analyses, et ce faisant de modifier *ipso facto* la situation par cette intervention. On ne peut mettre un homme ou une société à nu, sous son propre regard et celui d'autrui, sans modifier leurs perceptions d'eux-mêmes ni sans les contraindre à s'ajuster, à réagir à ces perceptions nouvelles et publiques. Nous ne sommes pas sûrs que l'humanité possède ce fameux rêve dont il suffirait qu'elle s'avise pour le réaliser, comme le prétend Marx dans une lettre à Ruge. On ne rêve plus beaucoup ces jours-ci. On n'ose plus. Toute positivité programmatique paraît dérisoire, voire dangereuse et à raison peut-être. En revanche, il reste possible de désigner des maux, institutions, entreprises, lois, us et coutumes sociales, indiscutablement superflus et nuisibles et d'en imposer la disparition. Il s'agit de résistance et non de révolution, de peler une à une les couches de négativité qui entourent et étouffent la société, d'agir par soustractions successives plutôt que par addition ou renversement général. Ce qui resterait en fin de compte, en creux, ce serait le moins mauvais des mondes possibles, assez habitable pour nous en tout cas. Nous n'avons jamais cru qu'une constitution pouvait garantir notre droit à la poursuite du bonheur, ou que cette idée de bonheur avait fait son apparition en Europe en 1789 – quelle insulte à Rabelais, à Ronsard, aux liesses du Moyen âge et aux antiques saturnales !

Pour en revenir à nos velléités soustractives, nous pensons que l'abolition de la grande distribution, de la publicité, de la télévision, du commissariat à l'énergie atomique constitue presque des évidences pour le grand nombre, bien au-delà des cercles militants. L'armée et l'Etat, ce serait une autre affaire. Nous nous livrons à une enquête systématique auprès des gens ayant connu l'après-guerre. De tout ce qui est depuis advenu, que faudrait-il sauver ? Réponse unanime : la machine à laver. Mais notez qu'elle pourrait être collective, plus simple de conception, moins gaspilleuse d'eau et d'énergie, etc. Le fait est que lorsqu'on déclenche cette chasse aux faux besoins, elle tourne vite en spirale ascendante et il ne faut guère pousser avant que nos interlocuteurs n'en reviennent au bon temps des chevaux et de la traction animale – non loin de la fameuse grotte avec son éclairage à la bougie. Bref ce genre de question libère l'expression de la souffrance – de la nostalgie (*id est* « retour de la douleur »), et l'imagination d'une *alternative*, justement. Mais de quelles « alternatives » parlez-vous, vous-même ? L'ignare « primitivisme » à la Zerzan ? Nous ne croyons pas que l'Age de pierre puisse être tout uniment qualifié d'« âge d'abondance » ni les fables de Clastres à propos des « sociétés contre l'Etat ». Le retour à la terre ? Il s'est fait « naturellement », sans décision collective, avec l'effondrement de l'empire romain et le dépérissement urbain qui s'en est suivi. Cette période n'a pas laissé un souvenir de bonheur uniforme et a produit le féodalisme avec ses barons mafieux imposant leur « protection » aux glèbeux contre de multiples charges et corvées. Quoi d'autre ? La « république des conseils », la « fédération des communes » ? Mais là, on retombe dans les « systèmes » forgés en vase clos, ce que ne fut pas, précisément, la Commune, d'ailleurs vaincue, et assez pathétique dans son fonctionnement si l'on en croit Vallès et Lissagaray. Le retour aux sociétés « traditionnelles », « paysannes » ? Une fois encore, ces gigantesques glissements historiques, s'ils arrivent quelquefois, ne se décrètent pas. Il s'en faut d'ailleurs de beaucoup que les sociétés paysannes aient été ces idylles hallucinées par nombre d'ennemis des sociétés industrielles. À bien des égards, elles ne valaient pas mieux, que ce soit dans les rapports de production, dans le rapport à l'individu et à la liberté, ou dans le rapport au milieu naturel, faune et flore sauvage, âprement dévasté.

Dans un de vos ouvrages les plus amples, je fais référence à Terreur et Possession. Enquête sur la police des populations à l'ère technologique (2008), vous établissez une généalogie de la société de contrôle, ainsi que de son évolution en relation avec la technologie. Cependant, vous vous centrez sur les méthodes policières, militaires, administratives que les gouvernements emploient pour contrôler les populations. Que pensez-vous de l'aspect matériel et écologique des conditions de vie des gens ? Séparer les personnes et communautés de leur autonomie matérielle, n'est-il pas le premier pas pour les contrôler et les dominer ?

Rappelons d'abord que par « police » nous entendons la même chose que la vieille langue et le dictionnaire : « l'organisation rationnelle de l'ordre public », c'est-à-dire de la cité, de la société. Et non pas seulement, « le maintien de l'ordre » ou « la répression des troubles à l'ordre public », tâches dévolues comme chacun sait à un corps spécialisé qui monopolise aujourd'hui ce mot de « police » (sauf en imprimerie où l'on parle de « police des caractères »). Cette organisation rationnelle de l'ordre public, nous avons montré qu'elle culminait aujourd'hui dans l'organisation *technologique* de la société, notamment grâce à l'informatique, et que de « la société de contrôle », nous étions passés à la société de surveillance, en attendant **la société de contrainte** que l'on voit déjà poindre des laboratoires de neurotechnologie. On pourrait reformuler votre question de la façon suivante : « L'arme de la faim, le chantage à la nourriture, ne sont-ils pas le premier moyen de contrôler et dominer les personnes et les communautés ? » Sans doute, mais cela est vrai de toute menace de mort, immédiate ou à terme. En abattant les bisons et les forêts, pour citer deux exemples parmi des multitudes, les colons américains et les propriétaires anglais ont réduit les indigènes à merci. Les Indiens ont failli disparaître. Les forestiers ont dû se faire éleveurs de moutons avant que le mouvement des « enclosures » ne les réduise à leur nouvelle condition d'ouvriers industriels. Dans tous les cas, il s'agit de soumettre par la faim, ou d'exterminer les populations rétives pour faire place nette à d'autres plus rompues, à moins que l'exterminateur ne s'approprie les terres convoitées pour les exploiter directement. (Tasmanie, Caraïbes, etc.) Ces procédés ne datent pas, d'ailleurs, de la société industrielle ni de celle qui l'a précédée. La bible, les mythes, les récits primitifs et les charniers préhistoriques abondent d'instances similaires. L'histoire est une sale histoire et nous ignorons quels peuples, quels animaux, quels milieux, ceux que nous appelons aujourd'hui « peuples premiers » ont anéanti pour prendre cette place que la société industrielle ravage à son tour. Mais la question sous-jacente que vous posez est celle de « la réappropriation », des savoir-faire, des territoires, bref, de conditions de vie indépendantes de l'organisation industrielle et étatique. En tant que choix de vie individuel ou collectif, pourquoi pas. Quoiqu'il ne faille pas s'illusionner sur les terribles contraintes de la communauté, sur ses tensions et conflits, purgés par l'institution de boucs émissaires et les pratiques, les rites, d'expulsions et de sacrifices – mais on ne s'étendra pas ici sur « le malheur communautaire », abondamment documenté par ailleurs. (Par exemple, *La Violence et le sacré* de René Girard, ou *Les Esperados* de Yannick Blanc) En tant que stratégie politique rebelle, et à long terme, de quoi parle-t-on ? De « zones libérées » ? de « bases arrières » ? de « réserves », comme dans *Le Meilleur des Mondes* ? De « zones grises » comme disent les stratèges d'Etat- Somalie, Waziristan, Kivu ? De « Zones d'Autonomie Temporaires », de « Zones d'Opacité », selon divers étourdis. Un îlot libertaire est-il possible dans un monde plus unifié, quadrillé et technologisé que jamais ? Pourquoi ce qui fut impossible jadis, le deviendrait maintenant ? À moins de postuler un déclin de l'Etat global. Poser la question du territoire, c'est poser la question de la souveraineté et de sa défense. Les djihadistes répondent à leur façon à cette question. Ce sont d'ailleurs les seuls à le faire ; au prix que l'on sait. Une idéologie unifiante, régressive, totalitaire, si jamais ce mot eut un sens. Un inépuisable réservoir de miséreux prêts à se faire exploser. Et tout de même l'appui de quelques services secrets, notamment pakistanais. La « réappropriation du territoire » réveille de vieux casse-têtes. Quelle surface est nécessaire au maintien d'un éleveur en Lozère ou en Mongolie ? d'un cultivateur dans le Vaucluse ou au Mali ? Y-a-t-il un droit au sol ? Que dit-on, quand on fait l'apologie de l'enracinement, aux forains, hors-sol et nouveaux venus qui, sur une terre en raréfaction, viennent réclamer leur part ? Comment partage-t-on ? Comment éviter qu'en

très peu de temps un mouvement libertaire et communautaire de retour à la terre ne mute en réactionnarisme de terroir, farouche. Nous pensons toujours que l'existence précède et détermine largement la conscience. Il est frappant de constater à quelle vitesse les « néo-ruraux » deviennent des « ruraux », quelques années, une génération au maximum, avec les travers et les préjugés liés à ce mode de vie.

Cet été 2010, Grenoble a été agitée par les émeutes de la Villeneuve. Vous avez distribué un tract sur la question. Expliquez-nous de manière succincte quelle est votre position sur les faits.

De manière succincte : La Villeneuve était une utopie technocratique d'urbanistes socialistes des années soixante-dix, mêlant les théories de Le Corbusier, l'animation et la « mixité sociale » en prime. École intégrée avec méthodes pédagogiques « d'avant-garde », piscine, parc de quartier, salle de spectacle, centre de santé, et un immense centre commercial (« Grand Place »), décoré de fresques contre la société de consommation pour faire bonne mesure de schizophrénie. Les appartements étaient vastes et superbes, mais la structure circulaire, centripète, et labyrinthique du quartier, situé de surcroît à l'écart de la ville, en faisait un projet de ghetto inconscient. Personne de l'extérieur n'a jamais su trouver son chemin à La Villeneuve. Aussi bien, personne n'y va, sauf pour rendre visite à une connaissance. Le quartier ouvre en 1972. Trois ans plus tard, le quotidien *Libération* dressait déjà sur deux pages, le constat d'échec. Ce constat a été renouvelé, mis à jour et aggravé depuis quarante ans. L'eau et l'huile ne se mélangent pas. La concurrence entre la population ouvrière et/ou immigrée et la petite bourgeoisie intellectuelle, française et/ou latino-américaine pour la domination culturelle et territoriale du quartier aboutit à la défaite et la fuite de la seconde. D'autant qu'à partir de 1983, le maire de droite, Carignon, s'applique à expédier à la Villeneuve les familles nombreuses et pauvres d'origine étrangère, tout en supprimant les crédits de fonctionnement de ce quartier-machine. Le retour de « la gauche plurielle » à la mairie à partir de 1995, avec son projet de technopole pour les cadres, ingénieurs et « entrepreneurs », « à fort revenus » aggrave le désastre. La population de la Villeneuve, largement *inadaptée à l'innovation*, sous-diplômée, reléguée dans un décor, certes bien entretenu et qu'envieraient beaucoup de *cités*, reste à l'écart, en vase clos, au chômage, sur le carreau de la guerre sociale, surveillée et harcelée par une police agressive. Un noyau de jeunes s'endurcit dans la délinquance et la criminalité. L'islam supplante la militance gauchisante. Désormais, comme dans n'importe quel *quartier*, il suffit d'une étincelle pour mettre le feu. Cette étincelle sera le meurtre d'un jeune braqueur par la Brigade anti-criminalité à la suite d'un hold-up dans un casino. L'affaire de la Villeneuve dévoile l'envers de la technopole, l'existence d'une population superflue qu'on ne peut même plus employer dans les services au techno-gratin, dans le même temps où *tout* à Grenoble est fait pour ce techno-gratin et pour servir sa vision du monde (Technopolis). Méga-projets scientifiques et urbanistiques, équipements et urbanisme afférents. Bref, comme l'a excellemment résumé un conseiller municipal socialiste – qui s'en félicitait- : « C'est la tyrannie de la réussite, les pauvres cèdent la place aux riches ». Ou encore, comme l'a dit Michel Destot, le maire-ingénieur de Grenoble : « Je préfère gérer des problèmes de riches plutôt que des problèmes de pauvres ». Cette opposition entre riches et pauvres en couvrant une autre, indissociable, entre technomaîtres et technoserfs. C'est au dévoilement, à la description et au relevé concret, détaillé, de cette opposition, à Grenoble et ailleurs, que nous avons consacré une grande part de ces dix dernières années. La leçon de cette histoire particulière, c'est qu'on détruira quelques immeubles de la Villeneuve, qu'on éloignera un peu plus leurs habitants du centre bourgeois, qu'on surveillera un peu plus la population résiduelle, notamment par vidéo, drones, écoutes téléphoniques.

Dans la préface de votre livre *Aujourd'hui le nanomonde (2008)*, vous écrivez que : « Nous soutenons que les idées sont décisives. Les idées ont des ailes et des conséquences . Une idée qui vole de cerveau en cerveau devient une force d'action irrésistible et transforme la réalité. » Cette formulation peut paraître idéaliste mais effectivement si nous perdons confiance dans les idées, que nous reste-t-il ? Plus de deux plus tard, avez-vous toujours la même confiance dans les idées ?

D'une part, en dernière instance, les hommes finissent toujours par agir en fonction de leurs idées ; et même s'ils n'ont pas toujours les mêmes idées, il en est auxquelles ils finissent toujours par revenir ou qui l'emportent le plus souvent dans leurs cerveaux. Leur idée, ce peut être leur intérêt propre, celui d'une minorité, du plus grand nombre ou l'intérêt général, ou encore la conjonction de tout ou partie de ces intérêts. Mais leur idée faite, ils pèseront toujours dans le sens de celle-ci, individuellement et/ou collectivement, avec plus ou moins d'ardeur ou de nonchalance et un degré plus ou moins élevé de coordination ou de chacun pour soi. Face à l'idéologie – dominante, forcément dominante-, nous ne pouvons compter que sur l'invincibilité des idées vraies, dont la première est que certaines vérités existent et qu'elles sont accessibles. Les vérités, les idées vraies, contraignent à l'action. Il s'ensuit, en amont de celles-ci, *une bataille d'idées*. Par exemple, nous luddites, combattons depuis deux cents ans les progressistes, libéraux ou marxistes, ouvriers ou bourgeois, et chaque développement technologique – de la tyrannie technologique - fut l'occasion d'une bataille d'idée entre ses bénéficiaires et ses victimes, entre ses promoteurs et ses détracteurs. Et depuis deux cents ans, hors l'insurrection luddite proprement dite, et les mouvements de contestation du progrès (anti-taylorisme, anti-pesticides, anti-nucléaires, anti-OGM, etc.), d'une part nous avons rarement dépassé le stade de la protestation verbale, et d'autre part nous avons globalement perdu et battu en retraite. – Mais - que le plus grand nombre s'empare de « l'idée luddite » et il trouvera aussitôt ses formes d'organisation et d'action d'une ampleur et d'une radicalité qui laisseront les « militants luddites » abasourdis et vaguement inquiets. Il n'y a pas moyen de vérifier l'état de cette bataille en cours. Les idées luddites cohabitent et combattent avec les idées progressistes dans toutes les têtes, et leur rapport de force est extrêmement versatile. Toutes sortes de symptômes contradictoires, sans compter l'évolution objective du monde (l'effondrement écologique et social), donnent lieu à des diagnostics non moins versatiles et contradictoires. Nous ne sommes ni pessimistes ni triomphalistes, mais pour conclure : voici des millions d'années que les falaises de Chartreuse se dressent au-dessus de la vallée de l'Isère, en amont de Grenoble. Ces falaises ont vu passer des ères géologiques, des espèces disparaître, des civilisations, des myriades d'hivers et d'étés, sans frémir le moins du monde. Et puis, lors d'une nuit du Moyen âge, elles s'effondrèrent d'un coup, écrasant et enfouissant treize paroisses à leur pied. C'est une illustration de l'effet de seuil et de la théorie des catastrophes.